

Nations unies - Evénement
"Construire avec les communautés
du Sahel un avenir durable face au
changement climatique" -
Intervention de la représentante
permanente adjointe de la France
auprès des Nations unies - Conseil
de sécurité
(New York, 17 octobre 2018)

Merci à tous d'être là, Je souhaite en particulier souhaiter la bienvenue aux représentants permanents du Mali et du Tchad qui nous ont fait l'honneur d'être parmi nous aujourd'hui. Et je suis particulièrement heureuse aujourd'hui d'ouvrir cet événement aux côtés de notre envoyé spécial pour le Sahel, l'ambassadeur Jean-Marc Châtaigner.

Il s'agit de la troisième édition d'une conférence que la Mission permanente de la France organise avec SOS Sahel, une ONG qu'on ne présente puisque cela fait déjà plus de 40 ans que vous êtes à pied d'oeuvre pour répondre au défi de la sécurité alimentaire dans la zone sahélienne. Je souhaite féliciter le directeur exécutif d'SOS Sahel, Rémi Hémerlyck, pour son action et surtout le remercier d'avoir pris l'initiative de cette réunion.

Je voudrais aussi tout particulièrement saluer mon homologue allemand, l'ambassadeur Jürgen Schulz, et souligner à quel point la coopération franco-allemande se veut une force motrice au service du règlement et de la prévention des conflits, et d'un développement à la fois durable et inclusif dans le cadre de l'Alliance pour le Sahel, que le président de la République et la chancelière ont mis en place.

Je me réjouis également de la présence de Mme Noura Hamladji, directrice adjointe du Bureau Afrique du PNUD, ainsi que de celle de Pierre Thiam et Paul Clements-Hunt, qui partageront avec nous des analyses et des exemples concrets pour illustrer cette mobilisation à différents niveaux dans la région pour le développement durable et la protection et le bien-être des populations. Je crois vraiment que les deux mots clés sont l'intégration, intégration de l'action des différents acteurs, et l'inclusion, inclusion de toutes les différentes composantes de la population.

Je souhaiterais commencer avec un mot de cadrage sur l'action de la France au Sahel, en répétant peut-être des choses que vous connaissez déjà mais je crois que c'est toujours bon de le redire.

La situation dans le Sahel constitue bien sur l'une des premières priorités de l'action de la France aux Nations unies. Au Sahel, au moins autant qu'ailleurs, si ce n'est plus qu'ailleurs, nous avons besoin de décloisonner nos approches. Pourquoi ? Parce que dans cette région, il y

a une convergence assez frappante des questions et problématiques de développement durable, de paix et de sécurité et des problèmes humanitaires et également des problèmes de dérèglement climatique, ce qui en fait un "cas d'école" où la diplomatie préventive des Nations unies, c'est à dire cette approche intégrée et inclusive dont je parlais tout à l'heure, est plus pertinente que jamais.

Nous savons que le Sahel est une zone exceptionnellement fragile, qui concentre beaucoup de vulnérabilités et beaucoup de menaces. S'agissant des menaces, la menace terroriste évidemment reste l'une des toutes premières questions que nous devons traiter et qui a des incidences au-delà même des pays de cette seule région, et qui donc appelle la solidarité de l'ensemble de la communauté internationale. Je voudrais rappeler ici à quel point il est important que la communauté internationale puisse apporter son soutien aux membres de la Force G5 Sahel et que la MINUSMA puisse également le faire, et tout ceci dans une dynamique de complémentarité des actions.

Autre point extrêmement important et qu'on ne souligne jamais assez, c'est que pour la France cet engagement prioritaire au Sahel ne passe pas par une approche uniquement ou purement sécuritaire. Notre approche est une approche avec deux jambes, et l'approche sécuritaire appelle une réponse complémentaire dans le domaine du développement mais aussi en termes politique et de gouvernance. C'est tout le sens des efforts que nous menons en soutien à la pleine mise en oeuvre de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali. C'est également ce qui inspire notre mobilisation dans le cadre de l'Alliance pour le Sahel, qui est une coalition de bailleurs inédite portée par la France et l'Allemagne avec l'Union européenne, le PNUD, la Banque mondiale, la Banque africaine de développement et plusieurs autres pays européens. L'Alliance, qui est entrée dans sa phase opérationnelle depuis le mois de février dernier, c'est donc relativement récent, a pour objectif d'améliorer l'efficacité de l'action de la communauté internationale en matière de développement en s'assurant que l'aide parvienne mieux aux populations les plus vulnérables, notamment dans les régions transfrontalières. Il s'agit donc d'une approche assez ciblée. C'est une approche qui privilégie aussi une approche locale et de relativement court terme, et à ce titre qui doit s'insérer plus largement dans la Stratégie intégrée des Nations unies pour le Sahel (UNISS), qui définit les priorités communes autour desquelles notre action à tous doit s'articuler. Je tiens à cet égard à saluer tout particulièrement l'action menée par les Nations unies, sous l'impulsion de la Vice-secrétaire générale, Mme Amina Mohammed, pour recalibrer et recentrer cette stratégie intégrée.

J'en viens maintenant au deuxième point que je voulais souligner devant vous au début de cet échange, qui est celui du lien entre ces dynamiques et celle de l'action contre le dérèglement climatique.

On le sait tous, l'insécurité alimentaire est liée à la dégradation des terres, qui est elle-même aggravée par le réchauffement climatique. L'impact du changement climatique sur les ressources en eau disponibles pour la production agricole accentue également les tensions génératrices de conflits autour du contrôle des ressources naturelles. Dans ce cadre, il est essentiel que nous puissions renforcer la résilience des populations les plus pauvres et soutenir l'adaptation au changement climatique des personnes les plus vulnérables, en premier lieu les femmes et les filles - c'était tout l'objet d'ailleurs de la réunion que nous avons organisée l'année dernière et avons bien mis en valeur ce rôle de levier clé de l'action en faveur des femmes et des filles.

Sur le climat, je crois que notre réunion vient aussi à point nommé, juste après la publication du rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) qui, la semaine dernière, nous a alertés sur les effets absolument dramatiques du réchauffement climatique en cours si nous atteignons les 2 °C au lieu des 1,5 °C d'objectif fixés par l'Accord de Paris. Le constat fait par le rapport est sans équivoque. En termes de mesure, on voit que le climat au niveau mondial s'est déjà réchauffé d'1°C environ en moyenne par rapport à l'ère préindustrielle et le rapport décrit en détail les conséquences d'un réchauffement climatique de 1,5°C, dont certaines conséquences affectent déjà de manière extrêmement manifeste la région du Sahel, avec la recrudescence et l'intensification des événements climatiques extrêmes, la raréfaction des ressources en eau, la diminution de la production agricole, les atteintes à la santé, les pertes économiques, et l'accroissement de la pauvreté qui s'en suivent.

À quelques jours de la conférence des chefs d'Etat et de gouvernement sur la désertification et l'économie verte prévue à Niamey du 3 au 5 novembre, organisée en amont de la COP24 de Katowice en Pologne qui se tiendra au mois de décembre, il est plus urgent que jamais de relever notre niveau d'ambition à tous dans nos contributions nationales en vue de la mise en oeuvre effective de l'Accord de Paris, qui constitue notre feuille de route collective.

C'est vraiment la grande affaire de notre génération, cette mise en oeuvre de l'Accord de Paris. Nous devons tous nous mobiliser. C'est là que nous voyons comment faire le lien entre l'action collective au niveau le plus global et ses répercussions au niveau le plus local. Le Sahel est un excellent exemple qui doit tous nous stimuler à l'action. Je vous remercie./.